

Mgr Marc Aillet : « Un été à haut risque »

Article rédigé par *Mgr Marc Aillet*, le 16 juillet 2013

S'adressant à ses diocésains, Mgr Marc Aillet, évêque de Bayonne, Lescar et Oloron, fait le constat des injustices politiques qui se multiplient en France, frappant les plus faibles et ceux qui s'opposent à ces injustices. Il invite les chrétiens à répondre avec cohérence dans le service intransigeant de la vérité dans la charité.

COMMENT CET ETE pourrait-il être calme et serein, après le vaste mouvement d'opposition pacifique à la loi Taubira qui n'a cessé de s'amplifier et qui se heurte à une répression policière et judiciaire des plus inquiétantes pour la démocratie, devant le chaos économique et social dans lequel la France s'enfonce doucement sans propositions de solutions sérieuses et crédibles à même de rassurer les Français, et face aux menaces qui pèsent lourdement sur la vie humaine – avec le projet de loi sur les embryons – et sur l'éducation des enfants dans nos écoles – avec l'enseignement du *gender*, dès l'âge de six ans ?

Le rôle de l'Église : défendre les plus faibles

S'il n'est pas dans le rôle de l'Église de se lancer dans la bataille politique, c'est sa mission de prendre toujours la défense des plus faibles et des plus petits. De ceux qui sont laissés pour compte sur le bord de la route par la crise économique et sociale, de ceux qui sont entretenus dans une précarité morale et spirituelle par une société politico-médiatique qui a rejeté Dieu : « Combien de pauvretés morales et matérielles viennent aujourd'hui du refus de Dieu et du fait de mettre à sa place tant d'idoles » (pape François).

Plus encore, de ceux qui sont sans défense et sans voix : je pense aux embryons humains dont les papes Benoît XVI et François ont demandé la protection juridique, en soutenant officiellement l'Initiative citoyenne européenne « Un de nous » (<http://www.oneofus.eu/>).

Je pense au sort réservé aux enfants par la loi Taubira, qui enregistre un grave déni de filiation – un enfant qui naît toujours d'un homme et d'une femme a besoin pour se construire, non seulement de l'affection des personnes qui l'élèvent, mais de pouvoir se référer le mieux possible à son père et à sa mère – porte ouverte sur la Procréation médicalement assistée (PMA) pour tous, voire la gestation pour autrui (GPA), qui priveraient ainsi légalement un enfant de son père ou de sa mère.

Première attitude : la cohérence

Comment pourrions-nous rester les bras croisés devant de telles injustices ? Sans doute, notre première attitude sera celle de la cohérence. « Nous ne donnons à personne aucun sujet de scandale, pour que le ministère ne soit pas décrié », dit saint Paul aux Corinthiens, en donnant son comportement en exemple :

« Par une grande constance dans les tribulations, dans les détresses, dans les angoisses, sous les coups, dans les prisons, dans les désordres, dans les fatigues, dans les veilles, dans les jeûnes ; par la pureté, par la science, par la patience, par la bonté, par un esprit saint, par une charité sans feinte, par la parole de vérité, par la puissance de Dieu ; par les armes offensives et défensives de la justice » (2 Co 6, 3-7).

"

« Une charité sans feinte » dit saint Paul, qui nécessite l'accompagnement concret des personnes, la prise en compte de leurs souffrances, quelles qu'elles soient, la proposition d'un vrai chemin de croissance, à l'instar du bon Samaritain qui prend en charge jusqu'au bout l'homme laissé à demi-mort sur le bord du chemin, malgré la distance culturelle, religieuse, voire ethnique, qui le sépare de lui ; et qui comporte encore la condamnation de toute forme de rejet des personnes, d'agression verbale ou physique envers quiconque.

Réveiller les consciences anesthésiées

Mais aussi la parole de vérité : « Ne diminuer en rien la salutaire doctrine du Christ est une forme éminente de charité envers les âmes. Mais cela doit toujours être accompagné de la patience et de la bonté dont le Seigneur lui-même a donné l'exemple en traitant avec les hommes » (Paul VI). Pourvu que l'on fasse preuve d'une charité sans feinte envers les personnes, la mission prophétique de l'Église est hautement souhaitable pour éclairer, voire réveiller les consciences anesthésiées dans une société marquée par l'individualisme et le relativisme.

Si le dialogue est toujours nécessaire au sein de nos groupes, de nos communautés humaines et chrétiennes, nous ne saurions faire l'économie de la Vérité sur l'homme que le Christ nous a révélée et qui ne peut jamais « faire l'objet d'une sorte de négociation dialogique » (bienheureux Jean-Paul II). Nous ne pouvons poursuivre le dialogue sur les questions sociétales qui agitent la société française aujourd'hui qu'à partir d'une conscience claire de notre identité de chrétien, attachée à une Vérité qui n'est pas purement confessionnelle, mais appartient à l'humanité tout entière.

Force est de constater que les malentendus entretenus dans nos communautés proviennent d'un déficit d'adhésion à la Vérité révélée et transmise par l'Église depuis deux mille ans. Sans compter que dialoguer avec des lobbies, voire des institutions, qui démontrent depuis des mois leur refus du dialogue, en diabolisant systématiquement leurs opposants et en usant même de manière arbitraire de la force, policière ou judiciaire, pour tuer dans l'oeuf toute forme d'expression populaire contraire, est une véritable gageure.

Le dialogue... pour ou contre la vérité ?

Si pour défendre le droit à l'objection de conscience face à des lois injustes, ou faire entendre sa voix sur la place publique au nom de la liberté d'expression, de réunion et de manifestation garantie par la Constitution pour promouvoir la dignité de la vie humaine, du mariage et de la famille, on devait risquer l'interpellation sans sommations, la condamnation, voire l'incarcération immédiate, ce qui n'est plus une fiction, alors cela ne rendrait ce combat que plus noble et plus nécessaire.

Comme Jésus l'annonçait à ses disciples : « Méfiez-vous des hommes : ils vous livreront aux sanhédrins et vous flagelleront dans leurs synagogues ; vous serez traduits devant des gouverneurs et des rois, à cause de moi, pour rendre témoignage en face d'eux et des païens » (Mt 10, 17-18). La proclamation de la Vérité, pourvu que ce soit sans violence et dans une charité sans feinte, est un devoir dont aucun chrétien ne saurait s'exonérer. Comme le Christ, nous sommes appelés à être « un signe en butte à la contradiction... afin que se révèlent les pensées intimes de bien des cœurs » (Lc 2, 35).

Autrement dit : chacun est appelé à se positionner pour ou contre la Vérité ! Nous ne pouvons faire l'économie de cette division apparente à laquelle nous répugnons tant : il en va de « la connaissance de la

Vérité » (1 Tm 2, 3) qui seule « nous rendra libres » (Jn 8, 32). Oui au dialogue, pour une meilleure compréhension réciproque, mais sans ambiguïtés et en vue de se rapprocher de la Vérité.

N'ayez pas peur ! Ce fut le mot d'ordre du pontificat du bienheureux Jean- Paul II. Comme on l'a dit : « Les peureux disent aux courageux : vous êtes téméraires. » Soyons de ceux qui ne transigent pas sur la Vérité et qui appliquent l'exhortation de l'apôtre Pierre : « Soyez toujours prêts à la défense contre quiconque vous demande raison de l'espérance qui est en vous. Mais que ce soit avec douceur et respect, en possession d'une bonne conscience » (1 P 3, 15-16).

+ **Mgr Marc Aillet,**
évêque de Bayonne, Lescar et Oloron.

Intertitres de la rédaction.

Source :
Notre Église n° 39, juillet 2013, éditorial
Diocese-bayonne.org